Envoyé en préfecture le 09/04/2026
Reçu en préfecture le 09/04/2026
Publié le
ID : 029-212900435-20260408-DEL2026_3_11-DE

République Française
Département FINISTERE
Commune de DAOULAS

Référence 2026-3-11 — DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL Séance du 08/04/2026

Nombre de membres		
Afférents	Présents	Qui ont pris part au vote
19	16	19

Vote
A l'unanimité
Pour : 19 Contre : 0 Abstention : 0

Date de la convocation
03/04/2026

Date d'affichage
03/04/2026

L'an 2026, le 8 Avril à 18:30, le Conseil Municipal de la Commune de Daoulas s'est réuni en mairie,17 route de Loperhet, salle du Conseil Municipal, sous la présidence de Monsieur LE SAUX Jean-Luc, Maire, en session ordinaire.

Présents : M. LE SAUX Jean-Luc, Maire, Mmes : COMACLE Caroline, CREN Caroline, KRIER Carine, LEVEQUE Joëlle, LIEWIG Marion, MONTFORT Annick, TONNARD Nelly, MM : CAILLEAU François-Marie, GRAF Frédéric, HELLO Jean-Paul, HENAFF Yann, JESTIN Alain, LAGADEC Jean-Philippe, LE GARS Gwen, ROUE Bertrand

Absent(s) ayant donné procuration : Mmes : CALVEZ-BARNOT Gaëlle à Mme LEVEQUE Joëlle, CASTEL Lisa à M. LE SAUX Jean-Luc, M. BLANCHARD Florian à Mme LIEWIG Marion

A été nommée secrétaire : Mme COMACLE Caroline

Objet : RENFORCEMENT DE LA VOIRIE 2026-2029 - MARCHE A BON DE COMMANDE

Suite à l'appel d'offres concernant les travaux de voirie communale programme 2026-2029, la Commission d'appel d'offres a retenu l'offre de l'entreprise COLAS.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- décide d'attribuer le marché à l'entreprise COLAS pour un montant de commandes annuelles compris entre 5 000€ et 150 000€ HT.
- autorise le Maire à signer les marchés à intervenir.

Pour copie conforme :
En mairie, le 09/04/2026
Le Maire
Jean-Luc LE SAUX

La secrétaire de séance, Caroline COMACLE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux, devant le Tribunal Administratif de Rennes (3 Contour de la Motte, 35044 Rennes), dans un délai de deux mois à compter de sa notification, de sa publication ou de son affichage. L'auteur de la décision peut également être saisi d'un recours gracieux dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse, (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).